

International

# RUSSIE/AFRIQUE : UNE RELATION ANCIENNE MISE EN LUMIÈRE PAR L'INTERVENTION DU GROUPE WAGNER AU MALI

Jean-Baptiste Ronzon

09/02/2022

**La présence russe en Afrique s'inscrit dans le temps long et s'étend à une variété de secteurs clés. C'est ce que Jean-Baptiste Ronzon, consultant en affaires publiques, démontre dans cette note avec une attention particulière portée au Mali, un pays incontournable dans la stratégie russe sur le continent.**

En août 2020, Assimi Goïta renversait le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, accusé de passivité face aux difficultés sociales et sécuritaires de son pays. Son successeur, Bah N'Daw, devait assumer l'intérim jusqu'à la tenue de nouvelles élections présidentielles. Toutefois, suite à un remaniement ministériel qu'il n'approuvait pas, Assimi Goïta n'a pas hésité à lui reprendre le pouvoir le 24 mai 2021.

Critiquée par la France, mais aussi par ses voisins, après avoir annoncé vouloir reporter la tenue des prochaines élections, la junte au pouvoir tente de se rapprocher de la Russie. Cette dernière a su profiter du refroidissement des relations entre le Mali et ses partenaires en renforçant ses liens, notamment sécuritaires, avec le pays. Le récent déploiement du groupe Wagner en est la conséquence.

D'abord observés en décembre 2021 à Bamako, les mercenaires se sont peu à peu dirigés vers le centre du Mali et les derniers affrontements ayant eu lieu avec les djihadistes ne laissent plus de doute quant à leur présence dans ce pays.

Cette intervention témoigne du retour de la Russie au Mali et plus généralement en Afrique. Elle s'inscrit dans une logique beaucoup plus ancienne et plus globale d'affirmation de sa puissance hors de ses frontières au détriment des acteurs traditionnels (la France en tête). Cet épisode doit nous interroger sur le rôle qu'entend jouer la Russie au Mali mais également en Afrique et les

conclusions que la France devrait en tirer.

## **L'Afrique, une zone d'influence russe depuis les années 2000**

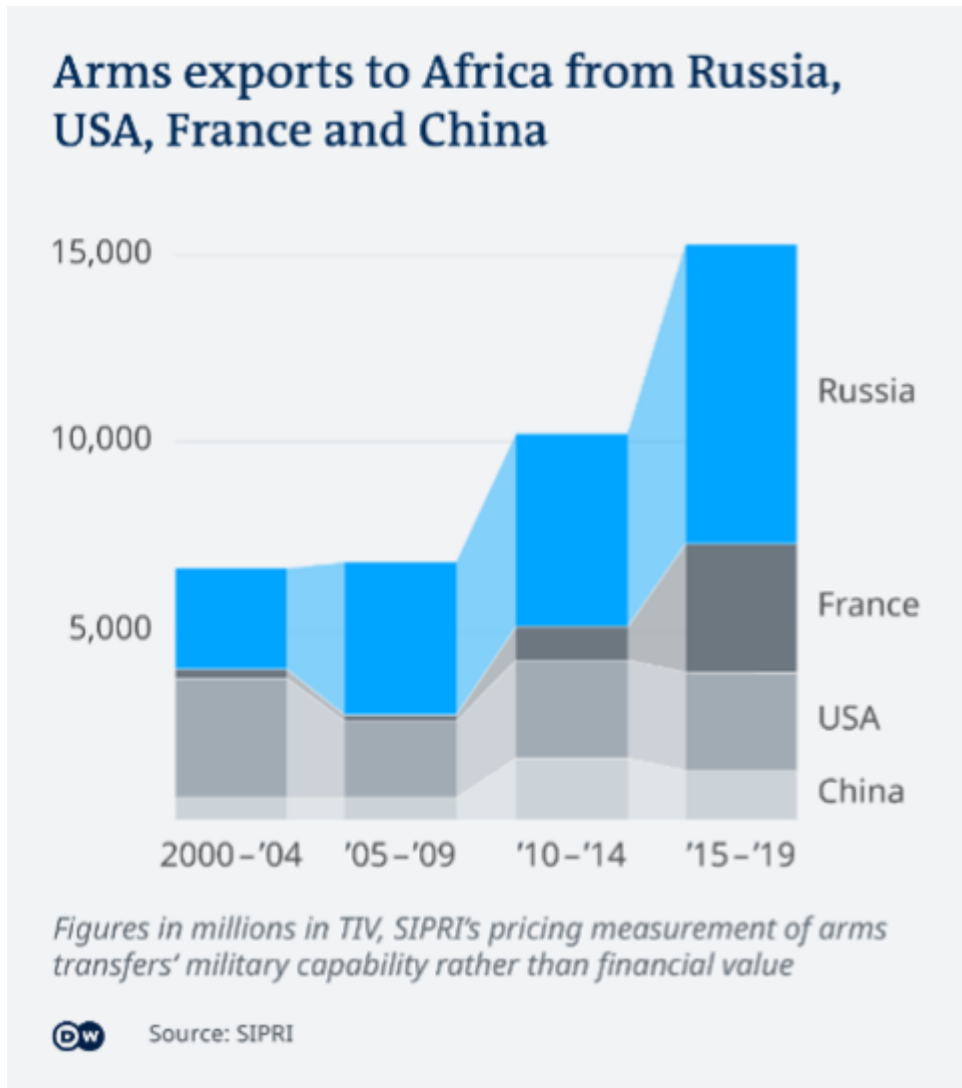
### **L'annulation de la dette et la vente d'armes comme principaux leviers d'influence**

Après un désengagement brutal à la chute de l'Union soviétique, l'influence de la Russie sur le continent africain s'accroît dès la fin des années 2000, principalement dans le domaine de la coopération militaro-technique<sup>1</sup>.

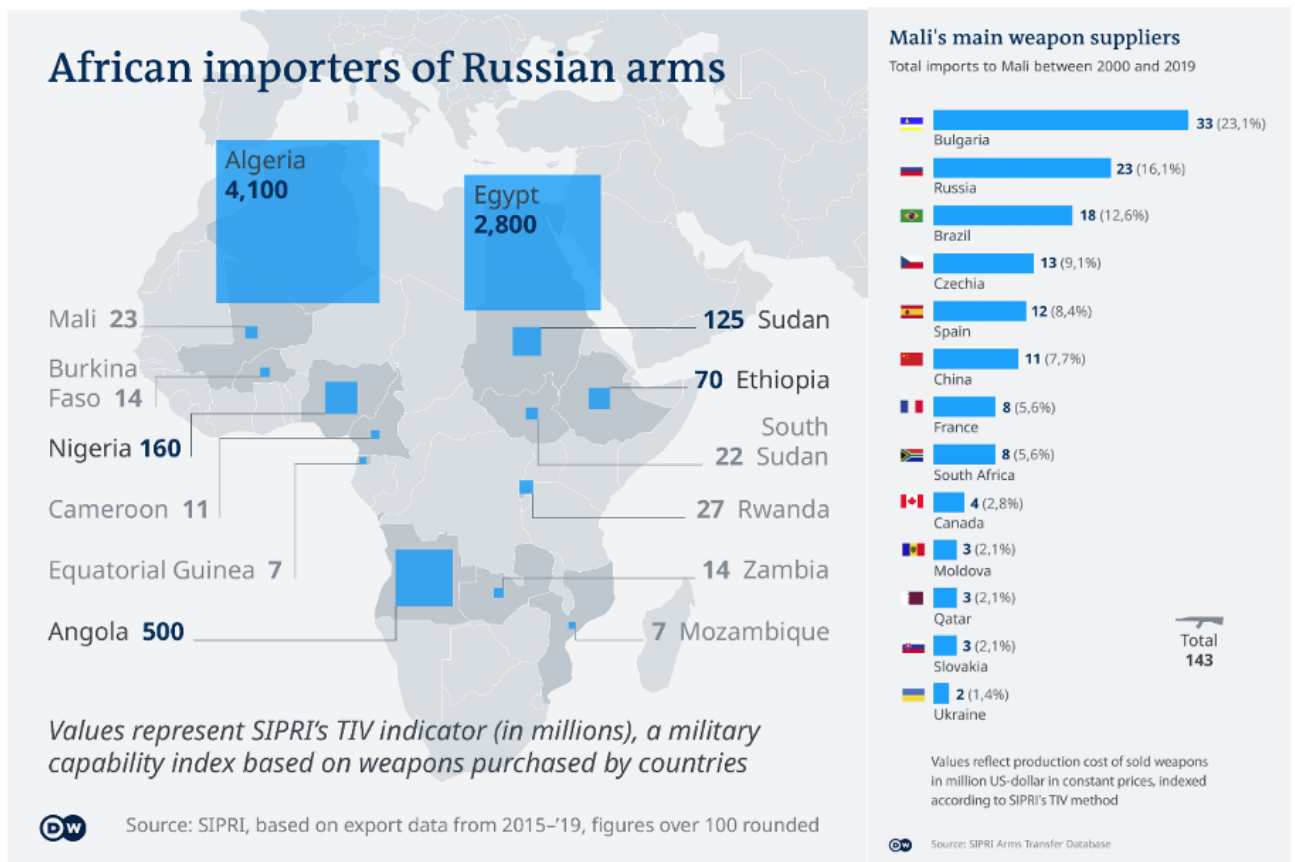
Dès 2001, lors de sa visite officielle en Russie, le président Bouteflika signe notamment une déclaration de partenariat stratégique (le premier traité de ce type signé par la Russie avec un État africain). En 2006, après trente ans sans visite d'un dirigeant russe important en Algérie, Vladimir Poutine signe un accord avec ce pays et annule sa dette (4,7 milliards de dollars)<sup>2</sup> contre la signature d'un contrat d'armement (de 7,5 milliards de dollars)<sup>3</sup>. La même stratégie est adoptée vis-à-vis de la Libye en 2008. La Russie annonce l'annulation d'une dette de plus de 4 milliards de dollars contre un contrat ferroviaire de grande ampleur et des facilités d'installation pour Gazprom<sup>4</sup>. Son influence restera constante, voire croissante, et explique l'implication de la Russie dans le conflit libyen actuel et la présence d'opérateurs de la société militaire privée Wagner<sup>5</sup>.

En Égypte, en 2014, la Russie se rapproche du président Al-Sissi nouvellement élu. Elle profite du désengagement américain consécutif aux printemps arabes et signe un contrat d'armement de 3,5 milliards de dollars<sup>6</sup>. D'autres accords viendront lier les deux pays : traités de coopération militaires (fourniture d'armement et formation), accord pour la construction de la première centrale nucléaire égyptienne<sup>7</sup>, débouché économique pour ses céréales, etc. Plus récemment, les deux pays ont signé un contrat de fourniture d'avions de combat russes Su-35 à l'Égypte<sup>8</sup> 4 janvier<sup>9</sup>.

La Russie devient ainsi rapidement le principal vendeur d'armes en Afrique. Sur la période 2014-2019, elle fournit 49% des armes vendues au continent, loin devant les autres principaux contributeurs : les États-Unis (14%), la Chine (13%) et la France (6,1%)<sup>10</sup> 4 janvier<sup>11</sup>.



Mais ces contrats concernent principalement l'Afrique du Nord, le bilan étant nettement plus contrasté pour l'Afrique de l'Ouest par exemple. La Russie n'aurait ainsi été impliquée dans aucun accord majeur d'armement avec le Mali, à l'exception de l'accord de 2016 où le Mali a signé un contrat avec la Russie pour quatre hélicoptères de combat Mi-35M.



Toutefois, cette croissance semble ralentir au cours des dernières années. Les ventes d'armes combinées des neuf entreprises russes classées dans le top 100 sont passées de 28,2 milliards de dollars en 2019 à 26,4 milliards de dollars en 2020 (soit une baisse de 6,5%), ce qui confirme la tendance à la baisse observée depuis 2017<sup>12</sup> 4 janvier <sup>13</sup>.

## Une présence russe beaucoup plus globale sur le continent africain

Le retour de la Russie en Afrique ne se limite pas à l'annulation de la dette et à la vente d'armes. En 2018, les échanges commerciaux entre la Russie et le continent africain ont atteint 20 milliards de dollars<sup>14</sup> 5 janvier <sup>15</sup> (17,2% de plus que l'année précédente) et ses investissements ont atteint 5 milliards de dollars (bien loin des 130 milliards de dollars investis par an par la Chine). Sa capacité à offrir des technologies recherchées par ses pays lui confère une place de choix. Par exemple, elle coopère avec l'Algérie, le Nigéria, la Zambie ou l'Égypte dans le domaine nucléaire. De plus, ses entreprises sont particulièrement présentes dans l'exploitation de minerais, de pétrole ou de gaz. Gazprom, Rosnef ou Lukoil sont ainsi très actives au Sahara, en Afrique du Nord, au Nigéria ou au Ghana.

Ces liens se sont également resserrés d'un point de vue diplomatique, avec l'organisation du premier sommet Russie-Afrique à Sotchi en octobre 2019, qui aura permis à la Russie de réunir une

trentaine de chefs d'État africains et de signer plusieurs traités bilatéraux (la déclaration commune fait état de « 92 accords, contrats et protocoles d'accord [...] d'une valeur totale de 1 400 milliards de roubles »<sup>16</sup>. Cela répond à l'objectif fixé par la Russie de doubler ses échanges avec les États africains d'ici 2024<sup>17</sup> 5 janvier<sup>18</sup> (ce qui ferait d'elle un concurrent direct de la France).

## La Russie et le Mali : une relation ancienne

### Des liens forts qui existent depuis la fin de l'époque coloniale

Cette relation entre l'Afrique et la Russie s'inscrit dans un temps encore plus long au Mali. En effet, dès les années 1960, la fin de l'époque coloniale en Afrique laisse le champ libre aux deux superpuissances de l'époque, les États-Unis et l'URSS, qui s'affrontent pour étendre leur influence sur le continent.

Le Mali, alors sous tutelle française, proclame son indépendance en janvier 1961. Le nouveau président, Modibo Keïta, affirme son attachement au socialisme et réclame le départ des troupes françaises. Attaché aux théories de non-alignement, le pays sait profiter des rivalités géopolitiques pour éviter le recours aux aides françaises en acceptant toute aide extérieure visant à soutenir la construction économique de l'État<sup>19</sup>.

L'URSS, qui considère l'élargissement de son influence au sein du « Tiers Monde » comme un élément primordial du modèle socialiste<sup>20</sup>, profite de cette conjonction d'intérêts communs pour nouer des relations économiques, militaires et culturels avec le Mali. L'URSS devient alors l'un des principaux partenaires commerciaux du Mali avec 42,8% des échanges dans les années 1964-1965 (alors que les États-Unis ne représentent que 2,3%)<sup>21</sup>.

S'ensuivent plusieurs accords majeurs de coopération entre le Mali et l'URSS : ouverture de l'ambassade soviétique le 26 janvier 1961, accord de coopération minière soviéto-malien signé le 21 février 1961, participation à la construction du Stade omnisport de Bamako, soutien à la compagnie aérienne Air-Mali (totalement équipée d'appareils soviétiques).

Les relations entre les deux pays sont particulièrement fortes dans le domaine militaire puisque la coopération s'étend à la formation et à l'équipement de l'armée malienne. En 1966, les estimations font état d'une cinquantaine de militaires soviétiques présents au Mali pour se charger de l'instruction sur les nouveaux matériels livrés et de 25 techniciens militaires venus appuyer l'armée de l'Air. Certains spécialistes font également état d'accords de défense signés entre les deux pays<sup>22</sup>. Toutefois, l'influence de la Russie reste faible au Mali ou dans la région. Elle ne parvient pas à

combattre l'influence de l'Occident en Afrique de l'Ouest ni à asseoir sa légitimité ; les dirigeants africains ayant tendance à comparer les modèles soviétiques et occidentaux pour utiliser le « meilleur des deux mondes ».

## **Une relation qui a souffert de la dislocation de l'URSS**

En 1991, la disparition de l'empire soviétique porte un coup d'arrêt à la stratégie d'influence de la Russie en Afrique et donc au Mali. Les investissements économiques cessent dès 1990 et la politique africaine de la Russie mettra plus de dix ans à se reconstruire, une fois la phase de reconstruction politique et institutionnelle achevée en Russie. Au cours de cette période, l'activité de la Russie se traduit seulement par la réalisation de projets de manière ponctuelle, portés notamment par ses grandes entreprises publiques ou par des géants du secteur privé<sup>23</sup>.

## **Comment expliquer cette reconquête de l'Afrique ?**

### **Un pragmatisme au service de leur implantation**

La *realpolitik* russe peut expliquer l'influence grandissante de la Russie en Afrique. Contrairement à d'autres acteurs comme les États-Unis ou la France, qui peuvent conditionner l'octroi d'aides ou la signature de partenariat au respect de certains principes, la Russie n'exige aucune condition en lien avec la démocratie ou les droits de l'Homme. C'est le cas notamment au Nigéria où les États-Unis ont annulé un contrat pourtant déjà signé pour violation des droits de l'Homme par les forces nigérianes dans la lutte contre Boko Haram. Ce retrait a permis à la Russie de signer un nouveau contrat d'armement avec le pays<sup>24</sup> 5 janvier<sup>25</sup>.

Par ailleurs, la Russie profite du manque de pression de la société civile russe sur le sujet de la vente d'armes à travers le monde<sup>26</sup>. L'industrie de défense est secrète et non soumise à des obligations de transparence, comme cela peut-être le cas pour les autres acteurs de ce secteur.

### **Wagner : un nouvel outil au service de la stratégie russe en Afrique**

Depuis 2019, la présence d'instructeurs privés russes a été confirmée en Centrafrique, au Mozambique, à Madagascar, en République démocratique du Congo, et bien sûr au Mali. Même si le groupe Wagner est également présent en Amérique latine (Venezuela) ou dans la péninsule arabique (Yémen), c'est en Afrique qu'il est le plus visible et sert le mieux la diplomatie militaire russe. Bien que l'existence de sociétés militaires privées (SMP) soit ancienne, elles occupent une place de plus en plus importante sur la scène internationale (au premier rang desquelles, le groupe

Wagner)<sup>27</sup> avec l'accroissement des conflits de basse intensité.

La Russie est l'un des acteurs les plus importants de ces « guerres par procuration ». En raison de son soutien très important au groupe Wagner, celui-ci se distingue des SMP classiques en ayant un statut hybride<sup>28</sup>. Plutôt que de viser l'effondrement des forces ennemies, le groupe Wagner utilise des tactiques asymétriques afin d'affaiblir la volonté de combattre de l'adversaire (désorganisation de sa logistique, actions de guérilla, actions cyber et propagande, etc). Ainsi, cette SMP organise discrètement pour la Russie, des actions de protection ou de formation, notamment dans les pays où la Russie cherche à renforcer son influence sans s'impliquer directement.

En Afrique, cette stratégie est visible dès 2017 avec l'intervention du groupe Wagner au Soudan (hiver 2017) ou en République centrafricaine (printemps 2018).

## **Quelle stratégie russe aujourd'hui au Mali ?**

### **Un nouveau gouvernement malien plus ouvert à l'arrivée des mercenaires Wagner sur son territoire**

Le 23 décembre dernier, la France ainsi que 15 autres États impliqués dans la lutte anti djihadiste au Sahel ont condamné « le déploiement de mercenaires sur le territoire malien »<sup>29</sup> 6 janvier<sup>30</sup> et affirmé avoir « connaissance de l'implication du gouvernement de la Fédération de Russie dans la fourniture d'un soutien matériel au déploiement du groupe Wagner au Mali »<sup>31</sup>. Le gouvernement malien a quant à lui « apport[é] un démenti formel à ces allégations »<sup>32</sup> et réclamé que « des preuves lui soient apportées par des sources indépendantes »<sup>33</sup>. Toutefois, les déclarations de la France et de ses partenaires internationaux s'appuient sur les observations réalisées au cours des dernières semaines : « des rotations (...) d'avions de transport militaire appartenant à l'armée russe, des installations sur l'aéroport de Bamako permettant l'accueil d'un chiffre significatif de mercenaires, des visites fréquentes de cadres de Wagner à Bamako et des activités de géologues russes connus pour leur proximité avec Wagner »<sup>34</sup>. Le 3 janvier dernier, les premiers accrochages entre la SMP Wagner et les djihadistes auraient même été observés près de Bandiagara (dans le centre du pays). On estime qu'aujourd'hui 300 à 350 éléments<sup>35</sup> auraient été déployés<sup>36</sup>.

Cette implication grandissante de la Russie au Mali fait suite aux nombreux accords signés au cours des derniers mois entre les deux États : don de deux hélicoptères militaires en 2016, accord de coopération militaire et de sécurité signé le 26 juin 2019, livraison de deux MI-171 (hélicoptères de transport et d'attaque russes) en octobre 2021, etc.

## Une stratégie plus globale : entre *soft power* et guerre informationnelle

Mais l'action de la Russie au Mali est plus vaste. Le pays a bâti une stratégie d'influence informationnelle en Afrique, notamment grâce à Russia Today (RT) et Sputnik, les deux principaux acteurs de l'audiovisuel russe. Ainsi, on dénombre 622 sites africains qui relaient les articles de RT ou Sputnik en les considérant comme des « sources normales »<sup>37</sup> (on retrouve par exemple bamada.net au Mali). L'influence de ces deux acteurs est certaine alors qu'ils bénéficient d'une réputation bien meilleure qu'en Europe, ce qui leur ouvre la porte de nombreux chefs d'État, qui n'hésitent pas par exemple à leur accorder des interviews.

Depuis le sommet de Sotchi d'octobre 2019, plusieurs agences africaines ont signé des accords avec RT ou Sputnik. C'est le cas de la compagnie publique Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) ou de l'Agence ivoirienne de presse (AIP) qui ont signé des accords pour du partage de contenus et des programmes conjoints<sup>38</sup>. Les deux agences ont même désormais créé deux organes de formation, RT School et SputnikPro, à destination des journalistes africains<sup>39</sup>.

Cette influence est particulièrement forte au Mali. Selon Maxime Audinet<sup>40</sup>, le Mali se classerait en tête des dix premiers pays de visite d'Afrique francophone des sites de RT France et de Sputnik France.

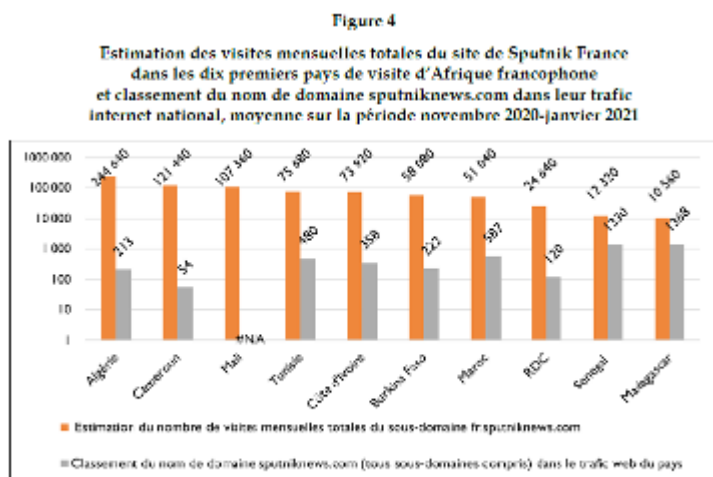
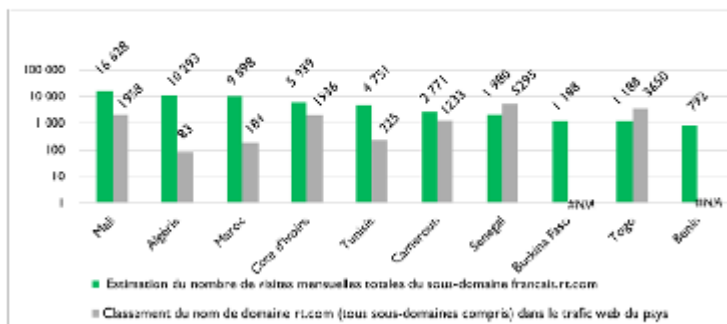


Figure 3  
Estimation des visites mensuelles totales du site de RT France dans les dix premiers pays de visite d'Afrique francophone et classement du nom de domaine rt.com dans leur trafic internet national, moyenne sur la période novembre 2020-janvier 2021



Source : SimilarWeb.

La Russie mène également des opérations d'influence informationnelle grâce à des acteurs non étatiques. La plupart sont portées par Evgueni Prigojine, le principal financeur de la SMP Wagner<sup>41</sup>, dont le nom est inscrit sur la liste des individus les plus sanctionnés par Washington pour leur participation supposée aux ingérences russes dans la campagne présidentielle américaine de 2016.

Le Mali est au cœur de cette guerre d'influence. Ainsi la Russie s'est appuyée sur de nombreux influenceurs opposés à la présence française et à l'opération Barkhane, comme « Ben le cerveau », qui militent pour une intervention russe et pour le retrait des forces françaises<sup>42</sup>. En 2020, Facebook a affirmé avoir démantelé deux réseaux : l'un mené par « des individus associés à l'armée française » et l'autre dirigé par des acteurs russes ou pro-russes<sup>43</sup>.

Cette guerre d'influence semble porter ses fruits. D'après le *Mali-Mètre*, un sondage publié par la Fondation Friedrich-Ebert, seuls 9% des Maliens sondés disent avoir confiance dans la force Barkhane pour stabiliser le pays. Toutefois, ce sentiment peut aussi s'expliquer par « une certaine instrumentalisation du sentiment anti-français par les mouvements politiques (maliens)[...] pour que leur propre responsabilité dans cette crise soit moins scrutée »<sup>44</sup>.

## Quelles conséquences pour le Mali et la France ?

### Le Mali : entre isolement diplomatique et populisme

Cette implication croissante de la Russie au Mali pourrait avoir des conséquences pour le pays et pour sa population.

D'un point de vue financier, cette opération est risquée. En effet, l'intervention du groupe Wagner a un coût prohibitif : six milliards de francs CFA, soit environ 9,15 millions d'euros par mois pour 1 000

hommes et un accès à trois gisements miniers, d'or et de magnésium<sup>45</sup>. Par ailleurs, d'un point de vue humain, les interventions précédentes du groupe Wagner font craindre des exactions sur les civils. Cela avait été le cas lors de l'intervention russe en RCA (207 abus de droits humains entre février et juin 2021)<sup>46</sup>.

Mais c'est surtout d'un point de vue militaire et sécuritaire que les conséquences pourraient être importantes. L'efficacité des mercenaires Wagner dans le contexte malien pourrait être limitée (surtout si la France ou les États-Unis décident de priver le Mali de leurs moyens d'observation). Leur bilan peu reluisant en Libye (lors de l'offensive du Maréchal Khalifa Haftar au printemps 2021) ou au Mozambique (lors de l'offensive des troupes mozambicaines dans la reconquête des villes prises par les djihadistes locaux d'août à décembre 2019) illustre bien les limites de la SMP Wagner dont les hommes sont parfois apparus « mal préparés » et usant de méthodes « inadaptées au combat contre-insurrectionnel »<sup>47</sup>.

Il est donc tout à fait légitime de s'interroger sur les motivations des deux parties (le Mali et la Russie) dans ce contexte. La présence, depuis fin octobre 2021, d'un géologue russe au Mali témoigne de l'intérêt de Wagner pour le secteur minier malien et pourrait confirmer la stratégie d'implantation de la SMP au Mali. Ce modèle d'implantation serait radicalement opposé à la stratégie mise en œuvre en RCA (Wagner s'était d'abord implanté militairement avant d'étendre son influence à d'autres cercles). Leur objectif pourrait également être politique. En effet, selon la ministre française des Armées, Florence Parly, le groupe Wagner pourrait servir à protéger les dirigeants maliens actuels et les aider à se maintenir au pouvoir au-delà de la date de scrutin annoncée<sup>48</sup> (les interventions russes en Syrie, en RCA ou au Venezuela ont permis de maintenir les dirigeants contestés au pouvoir).

## Un camouflet pour la France ?

Au premier abord, le retour de la Russie en Afrique, et plus particulièrement au Mali, semble se faire contre la France. La Russie cherche à regagner l'influence qu'elle pouvait avoir au moment de l'indépendance malienne en utilisant le sentiment anti-français qui existe et qu'elle alimente. Elle profite également des limites de l'intervention militaire française (dans un contexte difficile : le Sahel présente des caractéristiques propres qui rendent toute intervention militaire, politique ou de reconstruction fort hasardeuse<sup>49</sup>).

En effet, bien que les raisons soient multiples, si le nouveau gouvernement malien cherche à nouer d'autres partenariats militaires c'est aussi parce que, malgré le déploiement des forces onusiennes, françaises et africaines, les violences parties du nord en 2012 se sont propagées

progressivement au centre du pays puis aux pays voisins (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger). La France paye donc son « manque de résultats » dans une opération militaire qui dure et dont les civils tardent à en percevoir les effets.

Néanmoins, malgré le déploiement du groupe Wagner et le franchissement de cette « ligne rouge » hérissée par la France<sup>50</sup>, les troupes françaises ne devraient pas quitter le pays. En effet, les intérêts russes et français pourraient converger puisque les deux puissances affirment vouloir vaincre les djihadistes présents au Sahel. Des exemples d'une telle « alliance » existent. C'est le cas en Libye, où les deux pays soutiennent le maréchal Haftar et en RCA où la Russie reste très impliquée dans un pays où les forces françaises sont aussi déployées. Les deux puissances semblaient parfois même coopérer puisqu'elles étaient les seules à livrer ponctuellement des armes aux forces centrafricaines et à contribuer ainsi de manière « positive » au dossier. C'est en tout cas ce qu'avait pu affirmer Florence Parly, la ministre des Armées<sup>51</sup>, avant l'organisation d'une campagne anti-française par la Russie et la suspension de la coopération militaire de la France en juin 2021<sup>52</sup>.

## Conclusion

L'implication de la Russie aujourd'hui au Mali (et plus généralement en Afrique de l'Ouest) semble s'inscrire dans une stratégie de réactivation d'un lien historique existant avec ces pays, que la dislocation de l'URSS avait fait disparaître.

Depuis les années 2000, la Russie fait son retour sur la scène géopolitique africaine. Cela s'inscrit dans une logique plus globale d'affirmation de sa puissance dans son environnement géographique proche (Géorgie, Ukraine, Kazakhstan) ou plus éloigné, dans des zones jugées stratégiques (Moyen-Orient et Afrique principalement).

À la faveur du deuxième coup d'État malien, organisé par Assimi Goïta en mai 2021, la Russie a su s'implanter plus profondément au Mali. Cette intervention indirecte (*via* la SMP Wagner) semble lui offrir avant tout des gains économiques mais interroge sur ses conséquences militaires et sécuritaires dans une région où les problématiques sont multiples (économiques, sociales, de gouvernance, etc.).

C'est également un défi posé à la France qui doit choisir entre un retrait de ses forces – qui laisserait libre cours à la Russie et ferait le jeu du colonel putschiste Assimi Goïta qui n'attend que cela pour endosser le statut de victime et asseoir sa légitimité en instrumentalisant le sentiment anti-français ; ou qui doit apprendre à coopérer avec la Russie et le nouveau gouvernement malien

(qui pourra évoluer en fonction des élections initialement prévues le 27 février 2022, mais sans cesse reportées).

C'est cette dernière option qui semble aujourd'hui la plus probable car, comme l'a rappelé Choguel Maïga, le Premier ministre malien, « il peut y avoir des scènes de ménage, mais je ne crois pas beaucoup au divorce »<sup>53</sup>. Reste à savoir si la France (et surtout celui ou celle qui sera élu en avril prochain à l'élection présidentielle) partagera cette vision.

1. Alexandra Arkhangelskaya, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, 4:248, 2013, p. 61-74.
2. Mansouria Mokhefi, « Alger-Moscou : évolution et limites d'une relation privilégiée », *Politique étrangère*, n°3, 2015, pp. 57-70.
3. La plus importante transaction en matière d'armements de la Russie post-soviétique.
4. « La Russie efface la dette libyenne », *Le Figaro*, 17 avril 2008 (consulté le 4 janvier 2022).
5. « Russie: Wagner, le bras armé privé de Moscou », *RFI*, 1<sup>er</sup> janvier 2020 (consulté le 4 janvier 2022).
6. « Russia, Egypt seal preliminary arms deal worth \$3.5 billion: agency », *Reuters.com*, 17 septembre 2014 (consulté le 4 janvier 2022).
7. « Les ambitions nucléaires de l'Égypte financées par la Russie », *Franceinfo*, 12 décembre 2017 (consulté le 4 janvier 2022).
8. « Les États-Unis se disent « préoccupés » par l'achat d'avions de combat russes Su-35 par l'Égypte », *Zone militaire*, 25 février 2021 (consulté le
9. 2022).
10. « La Russie, principal fournisseur d'armes des pays africains », *Franceinfo*, publié le 3 juin 2020 (consulté le
11. 2022).
12. « Les affaires continuent ? Les ventes d'armes continuent de croître en pleine pandémie d'après le top 100 du SIPRI sur les entreprises d'armement », *SIPRI*, 6 décembre 2021 (consulté le
13. 2022).
14. « Russie – Afrique : l'économie au cœur du nouveau partenariat », *Le Point*, 21 octobre 2019 (consulté le
15. 2022).
16. « Outcomes of the first Russia-Africa Summit and Economic Forum », *Communiqué du Sommet*.
17. « Sommet Russie-Afrique à Sotchi : un nouveau salon de l'armement ? », *TV5 Monde*, 24 octobre 2019 (consulté le
18. 2022).
19. Manon Touron, « Le Mali, 1960-1968. Exporter la Guerre froide dans le pré carré français », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 45, n°1, 2017, pp. 83-95.
20. André Lewin, « La Guinée et les deux Allemagnes », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°23, 2010, p. 77-99.
21. Manon Touron, « Le Mali, 1960-1968. Exporter la Guerre froide dans le pré carré français », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 45, n°1, 2017, pp. 83-95.
22. AN, Fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, Note du SDECE, Fiche, URSS MALI : Au sujet de la rencontre de Charles Cissoko avec Brejnev et Kossyguine, 26 septembre 1969.
23. Derek Elzein, « L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie », *Géoéconomie*, vol. 71, n°4, 2014, pp. 77-88.
24. « La Russie va prendre pied au Nigeria après la signature d'un accord de coopération militaire », *Zone militaire*, 27 août 2021 (consulté le

25. 2022).
26. En France par exemple, plus de 3 français sur 4 estimerait que la France doit suspendre ses exportations d'armes aux pays impliqués dans des guerres civiles (source : « Ventes d'armes de la France : vous avez dit transparence ? », [Amnesty International](#), 31 mai 2021).
27. L'ONU utilise le terme de « sociétés privées de prestation de services militaires et de sécurité ». On utilise principalement les termes de sociétés militaires privées (SMP) ou de sociétés de sécurité privée (SSP). Les SMP offrent la possibilité d'intervenir militairement sur un théâtre d'opérations en soutien ou en remplacement des forces armées alors que les SSP proposent les services de sûreté.
28. M. Bertrand, « Wagner, société militaire privée (SMP) et nouvel outil de la stratégie géopolitique moderne russe », *Sécurité globale*, vol. 24, n°4, 2020, pp. 43-66.
29. « Communiqué conjoint sur le déploiement du groupe Wagner au Mali », [France Diplomatie](#), 23 décembre 2021 (consulté le 30. 2022).
31. *Ibid.*
32. « Communiqué sur Wagner au Mali : première réaction des autorités de la transition », [RFI](#), 25 décembre 2021 (consulté le 6 janvier 2022).
33. *Ibid.*
34. « Le Mali dément tout déploiement des mercenaires russes du Groupe Wagner », [Le Monde](#), 25 décembre 2021 (consulté le 6 janvier 2022).
35. Ce mot fait référence aussi bien aux soldats qu'aux autres spécialistes (formateurs ou géologues par exemple) déployés par la SMP Wagner au Mali.
36. « Accrochage entre jihadistes et Fama dans le centre du Mali : le groupe Wagner impliqué ? », [RFI](#), 5 janvier 2021 (consulté le 6 janvier 2021).
37. Kevin Limonier, « Diffusion de l'information russe en Afrique : essai de cartographie générale », Note de recherche 66, IRSEM, 2018, p. 21.
38. « Sputnik élargit sa présence en Afrique », Sputnik France, 23 mai 2019, et « Sputnik renforce sa présence en Afrique en signant un accord de partenariat avec AIP », Sputnik France, 9 août 2018.
39. « Le lion, l'ours et les hyènes. Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone », IRSEM, Étude n°83, publié en juillet 2021.
40. *Ibid.*
41. Colin Gérard, « "Usines à trolls" russes : de l'association patriotique locale à l'entreprise globale », *La Revue des médias*, 20 juin 2019. Voir également « Evgueni Prigojine, l'homme des basses œuvres de Moscou en Afrique », [Le Monde](#), 22 octobre 2019 (consulté le 7 janvier 2022).
42. « Au Mali, le groupe Wagner lance une campagne sur les réseaux sociaux », [France Culture](#), 7 décembre 2021 (consulté le 7 janvier 2022).
43. « France-Russie : le Mali et la Centrafrique au cœur d'une guerre d'influence sur Facebook », [Jeune Afrique](#), 16 décembre 2020 (consulté le 7 janvier 2022).
44. « Les Maliens ont davantage confiance en leur armée qu'en « Barkhane » ou la Minusma », [Le Monde](#), 5 juillet 2021 (consulté le 7 janvier 2022).
45. « Le Mali proche d'un accord avec les mercenaires russes du groupe Wagner », [Reuters](#), 13 septembre 2021 (consulté le 7 janvier 2022).
46. « Mali : revirements sécuritaires et stratégiques ? », [IRIS](#), 26 octobre 2021 (consulté le 7 janvier 2022).
47. « Exactions et prédatons minières : le mode opératoire de la milice russe Wagner en Afrique », [Le Monde](#), 14 décembre 2021 (consulté le 7 janvier 2022).
48. « Au Mali, le groupe Wagner lance une campagne sur les réseaux sociaux », [France Culture](#), 7 décembre 2021 (consulté le 7 janvier 2022).

49. « Jean-François Coustillière, « Les limites et contraintes d'une opération militaire face aux conflits au Sahel », *Revue Défense nationale*, vol. 781, n°6, 2015, pp. 87-93.
50. « Paris et ses alliés dénoncent le déploiement du Groupe Wagner au Mali », *Le Monde Afrique*, 24 décembre 2021 (consulté le 10 janvier 2022).
51. « Centrafrique : Parly évoque « la contribution positive » de Moscou », *Le Figaro*, 11 décembre 2018 (consulté le 10 janvier 2022).
52. « La France gèle son aide budgétaire et sa coopération militaire avec la Centrafrique », *Le Monde*, 8 juin 2021 (consulté le 10 janvier 2022).
53. « Choguel Maïga : "Notre gouvernement a compris que s'il ne compte que sur un seul partenaire, il pourra à tout moment être abandonné" », *Le Monde*, 18 octobre 2021 (consulté le 10 janvier 2022).